

	<h2 style="text-align: center;">Le métier d'attaché-juriste au Conseil d'État</h2>
<p>Institution</p>	<p>Institution à la fois consultative et juridictionnelle, à la croisée des pouvoirs législatifs, exécutifs et juridictionnels, le Conseil d'État doit principalement son existence à la volonté du législateur de procurer à toutes les personnes physiques ou morales un recours efficace contre des actes administratifs irréguliers qui leur auraient causé un préjudice.</p> <p>Suspendre et annuler des actes administratifs (actes individuels et règlements) contraires aux règles de droit en vigueur constituent donc les principales compétences du Conseil d'État. Le Conseil d'État est aussi juge de cassation qui connaît des recours contre les décisions des juridictions administratives inférieures.</p> <p>La protection contre l'arbitraire administratif n'est toutefois pas la seule mission du Conseil. Il a également une fonction d'organe consultatif dans les matières législatives et réglementaires au profit des gouvernements et des parlements.</p>
<p>Description de l'emploi</p>	<p>L'attaché-juriste au Conseil d'État est un membre du personnel administratif, recruté après une sélection comparative. Il exerce ses fonctions au sein des sections du contentieux ou de législation de l'Auditorat, des Chambres de contentieux ou des services généraux du Conseil d'État.</p>
<p>Profil recherché</p>	<p>Juriste (M/F/X) avec de bonnes connaissances du droit constitutionnel et administratif ainsi qu'un esprit analytique et méthodique. L'autonomie, la collégialité et l'organisation sont des qualités primordiales tout comme de bonnes capacités rédactionnelles, la discrétion et la fiabilité.</p>
<p>Niveau d'études</p>	<p>Licence, doctorat ou master en droit délivré par une université belge après au moins 5 années d'études (la langue du diplôme détermine le cadre linguistique du candidat).</p> <p>Peut également participer, le candidat dont le diplôme a été déclaré équivalent de niveau générique de master par l'une des Communautés. Cette équivalence doit cependant clairement mentionner le fait que ce grade générique de master a été délivré sur base d'un diplôme dans une orientation en droit obtenu dans un</p>

	<p>établissement scolaire de type universitaire ou équivalent. Pour les détenteurs d'une équivalence générique valide, une expérience professionnelle de 2 ans dans une fonction juridique dans le domaine du droit belge est requise.</p>
<p>Âge, Expérience et Conditions</p>	<p>Être belge ou ressortissant d'un État de l'EEE ou de la Suisse ;</p> <p>Être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - jouir des droits civils et politiques - avoir satisfait aux lois sur la milice - ne pas être personnellement dans une situation de conflit d'intérêt. <p>Aucune expérience n'est exigée.</p> <p>Réussir la sélection comparative (une épreuve écrite et une épreuve orale).</p>
<p>Description de la fonction et Environnement de travail</p>	<p>Les attachés-juristes sont les collaborateurs directs des magistrats de l'Auditorat ou des Chambres, principalement au contentieux et, accessoirement, en législation. Ils les assistent dans l'instruction des rapports ou la préparation des arrêts, avis ou ordonnances. Ils peuvent également être chargés de tenir à jour les banques de données de jurisprudence et de législation, y compris le travail d'analyse documentaire y afférant. Ils peuvent également être amenés dans ce contexte à effectuer des recherches pour les magistrats en bibliothèque et en consultant des banques de données, et à rechercher et synthétiser la documentation et la jurisprudence.</p> <p>Ils peuvent également être impliqués dans le contrôle de l'application des différentes procédures en vigueur au Conseil d'État.</p> <p>Des attachés-juristes peuvent également être affectés aux services généraux du Conseil d'État.</p>
<p>Lieu de travail</p>	<p>Conseil d'État – Bruxelles (rue de la Science, 33 ou Rue d'Arlon, 94) – Facilement accessible en train, bus et métro – Parking possible</p>
<p>Rémunération – Carrière pécuniaire semi-plane</p>	<p><i>Traitement de départ : de 47.295,64 euros à 73.472,33 euros (salaire annuel brut, déjà adapté à l'index actuel (1,9999), allocations réglementaires non comprises). Après 12 ans, l'attaché administratif peut bénéficier de l'échelle de traitement A4 qui va de 65.394,73 euros à 92.135,39 euros.</i></p>

<p>Avantages professionnels</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Autonomie de travail ; • Cumuls possibles avec des charges d'enseignement ou certaines fonctions ; • Emploi passionnant et diversifié ; • Travail de haute qualification juridique ; • Environnement collégial ; • Sécurité d'emploi – situation statutaire ; • Intérêt sociétal de la fonction ; • Formation continue, notamment par l'assistance à des colloques, journées d'études, etc. ; • Avantages et offres intéressantes grâce à la carte Fed+ ; • Possibilités de télétravail ; • 26 jours de congés annuels minimum et 12 jours de compensation pour flexibilité ; • Modifications possibles de l'affectation initiale.
<p>Avantages pécuniaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Prise en compte des services antérieurs pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire ; • Pécule de vacances (92% du traitement mensuel) ; • Allocation de fin d'année ; • Abonnement aux transports en commun ; • Participation dans l'assurance hospitalisation ; • Allocation de télétravail : 50 euros par mois (non comprise dans les montants précités) ; • Prime possible pour les déplacements à vélo ; • Allocation de bilinguisme.
<p>Activités culturelles et récréatives</p>	<p>Des activités culturelles et récréatives sont régulièrement organisées (team building, visites, déjeuners, etc.).</p>

Carrières et fonctions possibles au sein du Conseil d'État	<ul style="list-style-type: none">• Certains attachés-juristes peuvent être assumés comme greffiers des chambres de contentieux ou de législation ;• Les attachés-juristes peuvent concourir pour des emplois de directeurs administratifs ou de directeur d'encadrement.
Informations	<ul style="list-style-type: none">• P&OInfo@raadvst-consetat.be
Contacts personnels ?	Des attachés-juristes répondent également avec plaisir à vos questions : cma@raadvst-consetat.be et jke@raadvst-consetat.be